



Cellule d'analyse européenne

PAQUET “Impôt des sociétés pour les services numériques”

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL
Établir une norme de taxation moderne, juste et efficace pour l'économie numérique: le temps est venu d'agir – COM(2018)146

Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative – COM(2018)147

Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques – COM(2018)148

Résumé: Les modèles d'affaire numériques sont soumis à un taux d'imposition deux fois moins élevé que celui appliqué aux modèles d'affaire traditionnels. En vue de taxer les activités numériques d'une façon équitable et propice à la croissance et d'adapter le régime de l'impôt des sociétés à l'ère numérique, la Commission européenne propose, parallèlement aux négociations internationales (OCDE, G20), de formuler des solutions au niveau européen. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions de législation expire le 17 mai 2018.**

1. Contexte

Les modèles d'affaire numériques sont soumis à un taux d'imposition deux fois moins élevé que celui appliqué aux modèles d'affaire traditionnels.

Dans sa communication du 21 septembre 2017¹, la Commission européenne a formulé son ambition de mettre en place une approche commune afin de veiller à ce que l'économie numérique soit imposée de façon effective et d'une manière qui garantisse l'équité et soutienne la croissance.

La Commission européenne propose dès lors, parallèlement aux négociations internationales (OCDE, G20) et dans le prolongement de sa communication du 21 septembre 2017, de formuler des solutions au niveau européen. Dans cette optique, la Commission formule deux propositions de législation distinctes.

2. Contenu

En résumé, les lignes de force de ce train de mesures sont les suivantes:

¹ COM(2017)547, cf.: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170547.do> (communication) en <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20170547/bechb.do> (fiche d'analyse des services de la Chambre).

COMMUNICATION DE LA COMMISSION – COM(2018)146

Cette communication vise à mettre en place une approche commune afin de veiller à ce que l'économie numérique soit imposée de façon effective et d'une manière qui garantisse l'équité et soutienne la croissance. La Commission européenne lance deux initiatives législatives, d'une part, par le biais d'une solution durable fondée sur l'ACCIS (assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés) et, d'autre part, par le biais d'une mesure européenne provisoire qui sera uniquement applicable jusqu'à ce qu'une solution globale soit convenue au niveau international.

Proposition de DIRECTIVE établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative - COM(2018)147

Où prélever l'impôt? Les entreprises sont imposées dans l'État membre où elles ont une présence numérique significative, même si elles n'y sont pas physiquement présentes. Les indicateurs permettant de déterminer que la présence numérique est significative et, partant, de créer des droits d'imposition pour une autorité, sont les suivants: la fourniture de services numériques, le nombre d'utilisateurs en ligne ou le nombre de contrats commerciaux pour des services numériques. Concrètement, il est question de présence numérique significative lorsqu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies:

- la part des revenus annuels dans un État membre issue de la fourniture de services numériques est supérieure à 7 millions d'euros;
- le nombre d'utilisateurs des services numériques dans un État membre au cours d'une année fiscale est supérieur à 100 000;
- le nombre de contrats relatifs à des services en ligne avec des utilisateurs est supérieur à 3 000.

À quel taux imposer? L'imputation de bénéfices à une entreprise numérique doit être proportionnelle à la manière spécifique dont les activités numériques entraînent une création de valeur, par l'utilisation de critères tels que les données et les utilisateurs.

La proposition visant à instaurer une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) constitue le fondement de cette initiative. Une certaine marge a été aménagée dans la proposition d'ACCIS actuelle de manière à faire en sorte qu'elle porte réellement sur des activités numériques.

Il serait opportun d'étendre la solution européenne aux pays tiers, afin de créer un pied d'égalité entre les entreprises numériques européennes et les entreprises numériques des pays tiers. Cet élargissement peut prendre la forme de conventions préventives de la double imposition.

Proposition de DIRECTIVE concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques – COM(2018)148:

Cette proposition de directive prévoit des mesures alternatives à court terme en vue de protéger les bases d'imposition des États membres. Il s'agit d'impôts (indirects) pour les principaux services numériques qui ne sont actuellement pas imposés dans l'Union européenne:

- une taxe sur les revenus provenant de la mise à disposition d'interfaces numériques multifaces qui permettent aux utilisateurs de se contacter ou de se vendre des biens et des services;
- une taxe sur la vente de données générées par les informations fournies par les utilisateurs;
- une taxe sur les revenus de publicités ou de services numériques.
- Les impôts seraient perçus par les États membres où se trouvent les utilisateurs, et uniquement auprès des entreprises qui réalisent un bénéfice annuel d'au moins 750 millions d'euros au niveau mondial et d'au moins 50 millions d'euros au niveau de l'Union européenne. La mesure est temporaire jusqu'à ce qu'il soit convenu au niveau international d'une solution globale, intégrant des mécanismes évitant la double imposition. Le taux de la "taxe sur les services numériques" ou TSN est de 3%.

3. Cadre juridique européen :

Ces propositions trouvent leur fondement légal dans l'article 115 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui porte sur l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur.

4. Cadre belge :

Lors de la réunion de commission du 26 septembre 2017, le ministre des Finances a déclaré que la Belgique était consciente du fait que certaines entreprises du numérique recouraient à la planification fiscale et payaient très peu d'impôts, raison pour laquelle elle souscrit à l'idée d'un nouvel impôt international prenant en compte les modèles utilisés dans le secteur du numérique. Ainsi, les entreprises pourraient être soumises à la même pression fiscale, quel que soit le lieu où elles sont établies ou exercent leurs activités. La Belgique plaide pour un impôt juste.²

Lors de la séance plénière du 22 mars 2018, le ministre des Finances a réitéré ces propos. S'agissant des propositions de la Commission européenne, le ministre a indiqué que la Belgique souscrit à l'idée qu'une solution à 28 est préférable à 28 solutions séparées.³

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- Commission des Finances et du Budget (à titre principal) ;
- Commission de l'Économie (à titre subsidiaire) ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral pour les Questions européennes

6. Suivi auprès des instances fédérales :

- SPF Finances ;
- SPF Économie.

7. Subsidiarité/Suivi parlementaire :

La communication relative à l'établissement d'une norme de taxation juste pour l'économie numérique (COM (2018)146) est un document de politique générale. Dès lors, il ne peut donner lieu à aucun avis de subsidiarité au sens de l'art. 37**bis** du Règlement de la Chambre.

Les autres documents (COM(2018) 147 et 148) concernent des propositions de législation. Par conséquent, la commission compétente peut formuler un avis de subsidiarité au sens de l'art. 37**bis** du Règlement de la Chambre.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions législatives expire le 17 mai 2018.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission peut adresser un avis et/ou des observations à l'attention de la Commission européenne. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Projet d'avis

² Voir <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/54/ic731.pdf>

³ Voir <http://www.lachambre.be/doc/PCRI/pdf/54/ip220.pdf>

- En ce qui concerne la subsidiarité / la compétence :

Le niveau européen est le plus approprié pour prendre des mesures visant à éliminer les inégalités en matière de concurrence entre les secteurs classiques et l'économie numérique. Des mesures prises unilatéralement par les États membres visant à légiférer en la matière risquent de créer de nouveaux obstacles pour le marché unique.

Le marché unique a besoin d'un cadre fiscal clair pour l'économie numérique. En vue de créer des conditions de concurrence équitables, il est nécessaire d'introduire des règles fiscales pour les modèles d'affaire numérisés, les règles actuelles étant plutôt adaptées aux secteurs traditionnels.

Le calendrier et les propositions législatives que formule la Commission européenne tiennent compte des évolutions actuelles (OCDE, G20). Les mesures complémentaires et à court terme témoignent de la détermination d'imposer l'économie numérique d'une manière qui garantisse l'équité et soutienne la croissance si des progrès ne sont pas enregistrés concernant un cadre international et l'ACCIS.

- En ce qui concerne la proportionnalité :

Les mesures proposées ne vont pas au-delà de l'objectif visé.

Du fait des seuils prévus, la taxe se limite aux entreprises d'une certaine importance. Les petites entreprises et les entreprises débutantes sont exclues du champ d'application de la taxe, puisque les charges liées à son application auraient sur elles, selon toute probabilité, un effet disproportionné. La taxe concernera plutôt les entreprises multinationales.

Pour en savoir plus :

COMMUNICATION DE LA COMMISSION – Établir une norme de taxation moderne, juste et efficace pour l'économie numérique : le temps est venu d'agir – COM(2018)146 : <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180146.do>

Proposition de DIRECTIVE établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative – COM(2018)147 : <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180147.do>

Proposition de DIRECTIVE concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques – COM(2018)148 : <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180148.do>

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPÉENNE – directive CE – TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE – LOI D'HARMONISATION – IMPÔT SUR LE REVENU – DROIT FISCAL INTERNATIONAL – MARCHÉ UNIQUE – ENTREPRISE MULTINATIONALE – IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
-------------------------------	---

Rédaction : Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

PAKKET “Vennootschapsbelasting voor digitale diensten”

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - Tijd om een moderne, eerlijke en efficiënte standaard voor de belastingheffing van de digitale economie vast te stellen – COM(2018)146

Voorstel voor een RICHTLIJN tot vaststelling van regels betreffende de vennootschapsbelasting op een aanmerkelijke digitale aanwezigheid – COM(2018)147

Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende het gemeenschappelijke stelsel van een digitale dienstenbelasting op inkomsten uit de levering van bepaalde digitale diensten – COM(2018)148

Samenvatting: Gedigitaliseerde bedrijfsmodellen zijn onderworpen aan een belastingtarief dat minder dan de helft bedraagt van het belastingtarief voor traditionele bedrijfsmodellen. Om de digitale activiteiten op een eerlijke en groeibevorderende wijze te belasten en om het vennootschapsbelastingstelsel geschikt te maken voor het digitale tijdperk, stelt de Europese Commissie voor om, parallel aan de internationale besprekingen (OESO, G20), op Europees niveau oplossingen te formuleren. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 17 mei 2018.**

1. Context

Gedigitaliseerde bedrijfsmodellen zijn onderworpen aan een belastingtarief dat minder dan de helft bedraagt van het belastingtarief voor traditionele bedrijfsmodellen.

In haar mededeling van 21 september 2017¹ heeft de Europese Commissie haar ambitie geformuleerd om te komen tot een gemeenschappelijke EU-benadering, die ervoor moeten zorgen dat de digitale economie op een eerlijke en groeibevorderende manier wordt belast.

De Europese Commissie stelt nu voor om, parallel aan de internationale besprekingen (OESO, G20) en voortbouwend op haar mededeling van 21 september 2017, op Europees niveau oplossingen te formuleren. Hiertoe formuleert de Commissie twee afzonderlijke wetgevingsvoorstellen.

2. Inhoud

Samengevat, bevat het pakket de volgende krachtlijnen:

¹ COM(2017)547, zie: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170547.do> (mededeling) en <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COM20170547/bechb.do> (analysefiche van de diensten van de Kamer)

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - COM(2018)146

Deze mededeling beoogt een gemeenschappelijke EU-benadering, die ervoor zorgt dat de digitale economie op een eerlijke en groeibevorderende manier wordt belast. De Europese Commissie lanceert twee wetgevingsvoorstellen, enerzijds via een duurzame oplossing gebaseerd op de CCCTB (de gemeenschappelijke geconsolideerde vennootschappelijke belastinggrondslag), anderzijds via een tijdelijke Europese maatregel die enkel van toepassing is totdat op internationaal niveau een alomvattende oplossing is overeengekomen.

Voorstel voor een RICHTLIJN tot vaststelling van regels betreffende de vennootschapsbelasting op een aanmerkelijke digitale aanwezigheid – COM(2018)147

Waar belastingen heffen? Ondernemingen betalen belasting in de lidstaat waar zij een aanmerkelijke digitale aanwezigheid hebben, zelfs als zij daar niet fysiek aanwezig zijn. De indicatoren om te bepalen dat er een betekenisvolle economische aanwezigheid is, waardoor er belastingrechten voor een overheid gecreëerd worden, zijn: de levering van digitale diensten, het aantal onlinegebruikers of het aantal zakelijke contracten voor digitale diensten. Concreet is er sprake van aanmerkelijke digitale aanwezigheid als aan één of meer van volgende voorwaarden is voldaan:

- het aandeel in de jaarlijkse inkomsten in een lidstaat verworven uit de levering van digitale diensten bedraagt meer dan 7 miljoen euro;
- het aantal gebruikers van de digitale diensten in een lidstaat in een belastingjaar, is hoger dan 100.000;
- het aantal contracten voor onlinediensten met gebruikers bedraagt meer dan 3 000.

Naar welk tarief belasten? De toerekening van winsten aan een digitaal bedrijf moet in verhouding staan tot de specifieke wijze waarop digitale activiteiten leiden tot waardecreatie, via het gebruik van criteria zoals data en gebruikers.

Het voorstel voor een gemeenschappelijke geconsolideerde heffingsgrondslag voor de vennootschapsbelasting (CCCTB) vormt de basis. Binnen het huidige CCCTB-voorstel is er ruimte om ervoor te zorgen dat het daadwerkelijk digitale activiteiten beslaat.

Het strekt tot aanbeveling om de Europese oplossing uit te breiden tot de derde landen, om aldus een gelijk speelveld te scheppen tussen de Europese digitale bedrijven en digitale bedrijven uit derde landen. De uitbreiding kan via de dubbelbelastingverdragen.

Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende het gemeenschappelijke stelsel van een digitale dienstenbelasting op inkomsten uit de levering van bepaalde digitale diensten – COM(2018)148:

In deze ontwerp-richtlijn worden alternatieve kortetermijnmaatregelen naar voor geschoven om de grondslagen voor de belastingen van de lidstaten te beschermen. Het gaat om (indirecte) belastingen voor de voornaamste digitale diensten die thans niet in de EU worden belast:

- Een heffing op inkomsten uit het ter beschikking stellen van veelzijdige digitale interfaces waardoor gebruikers met elkaar in contact kunnen komen of elkaar goederen en diensten kunnen verkopen;
- Een belastingheffing op de verkoop van data die zijn gegenereerd uit informatie die door gebruikers is verstrekt;
- Een heffing op inkomsten uit digitale advertenties of diensten.

De belastingen zouden worden geïnd door de lidstaten waar de gebruikers zich bevinden, en alleen bij ondernemingen die jaarlijks wereldwijd minstens 750 miljoen euro en in de EU minstens 50 miljoen euro aan inkomsten hebben. De maatregel is tijdelijk totdat op internationaal niveau een globale oplossing is overeengekomen en bevat mechanismen om dubbele belastingheffing te vermijden. Het tarief voor de "digitaal dienstenbelasting" of "DDB" bedraagt 3 %.

3. Europees juridisch kader:

De rechtsbasis van de voorstellen is artikel 115 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt.

4. Belgisch kader:

In de commissievergadering van 26 september 2017 heeft de minister van Financiën verklaard dat België zich ervan bewust is dat bepaalde gedigitaliseerde bedrijven aan belastingplanning doen en heel weinig belasting betalen, en dat België daarom het idee steunt van een nieuwe internationale belasting waarbij er rekening wordt gehouden met de modellen die in de digitale sector gehanteerd worden. Aldus zouden bedrijven even zwaar belast kunnen worden, ongeacht waar ze gevestigd of actief zijn. België pleit voor een billijke belasting²

In de plenaire vergadering van 22 maart 2018 antwoordde de minister in dezelfde zin. Wat de voorstellen van de Europese Commissie betreft, zei de minister dat België kan zich vinden in het idee dat een oplossing met 28 de voorkeur verdient boven 28 aparte oplossingen³.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën en Begroting (in hoofdorde);
- Commissie Bedrijfsleven (in bijkomende orde);
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën;
- FOD Economie.

7. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:

De mededeling voor een eerlijke belasting van de digitale ondernemingen (COM(2018)146) is een beleidsdocument. Hierover kan geen subsidiariteitsadvies worden gegeven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De overige documenten (COM(2018)147 en 148) betreffen wetgeving. De bevoegde commissie kan hierover bijgevolg wel een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 17 mei 2018.

De commissie kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

² zie: <http://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/54/ic731.pdf>.

³ zie: <http://www.dekamer.be/doc/PCRI/pdf/54/ip220.pdf>.

Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit / bevoegdheid betreft:

Maatregelen om het ongelijke speelveld weg te werken tussen klassieke sectoren en de digitale economie, kunnen het best op Europees niveau worden genomen. Eenzijdige maatregelen van de lidstaten om hierin wetgevend op te treden, dragen in zich het risico op nieuwe obstakels voor de interne markt.

De interne markt heeft nood aan een duidelijk fiscaal kader voor de digitale economie. Met het oog op een gelijk speelveld is het noodzakelijk dat de belastingregels, die nu eerder zijn afgestemd op de traditionele sectoren, worden ingevoerd voor gedigitaliseerde bedrijfsmodellen.

Het tijdspad en de wetgevingsvoorstellen, die de Europese Commissie formuleert, houden rekening met de actuele ontwikkelingen (OESO, G20). De aanvullende kortetermijnmaatregelen getuigen van de vaste wil om de digitale economie op een eerlijke en groeibevorderende manier te belasten als vorderingen voor een internationaal kader of de CCCTB uitblijven.

- Wat de proportionaliteit betreft:

De voorgestelde maatregelen gaan niet verder dan het beoogde doel.

Door de ingevoerde drempels beperkt de belasting zich tot ondernemingen van een zekere omvang. De kleine ondernemingen en starters worden van het toepassingsgebied van de belasting uitgesloten. De nalevingslasten zouden immers naar alle waarschijnlijkheid een onevenredig effect op hen hebben. Het zijn eerder de multinationale ondernemingen die met de belasting zullen te maken hebben.

Om meer te weten:

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - Tijd om een moderne, eerlijke en efficiënte standaard voor de belastingheffing van de digitale economie vast te stellen – COM(2018)146:
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180146.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN tot vaststelling van regels betreffende de vennootschapsbelasting op een aanmerkelijke digitale aanwezigheid – COM(2018)147:
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180147.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende het gemeenschappelijke stelsel van een digitale dienstenbelasting op inkomsten uit de levering van bepaalde digitale diensten – COM(2018)148: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180148.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE — EG-richtlijn – DIGITALE TECHNOLOGIE - HARMONISATIEWETGEVING – INKOMSTENBELASTING – INTERNATIONAAL FISCAAL RECHT - INTERNE MARKT – MULTINATIONALE ONDERNEMING - VENNOOTSCHAPSBELASTING
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be